

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SNCF VOYAGEURS**

1 RUE CAMILLE MOKE  
93200 Saint-Denis

Références : UDRD.2026.04.T.172  
Code AIOT : 0005802490

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS implanté 1 Rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une visite a été diligentée sur le site SNCF VOYAGEURS de Sotteville-les-Rouen en vue du récolement de l'arrêté de mise en demeure du 17 novembre 2025, faisant suite à l'accident du 25 août 2025 (déversement d'environ 800 L de liquide de refroidissement dans la Seine via le réseau d'eaux pluviales) et portant sur la prévention des pollutions accidentelles des eaux superficielles. Cette visite a été également l'occasion de faire un point sur la disponibilité des moyens en eau destinés à l'extinction d'un incendie.

Enfin, un point a été fait dans le cadre de l'instruction de deux dossiers de porter à connaissance relatifs à :

- la construction d'un bâtiment "polyester" (dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection le 17/10/2024) ;
- la construction d'une installation polyvalente d'essais et reprises - IPER (dossier transmis en novembre 2025).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF VOYAGEURS
- 1 Rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005802490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SNCF Voyageurs - Technicentre Rouen Quatre Mares est spécialisé dans la rénovation et la maintenance de matériel ferroviaire: locomotives électriques, essieux, bogies, moteurs diesel, pièces polyester... Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- AR - 14
- AR - 9
- REACH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.6.3.1.	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles des eaux superficielles	AP de Mise en Demeure du 17/11/2025, article 1	/	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Mise à jour du plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Etanchéité de l'aire de chargement/déchargement de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.3.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.6.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### **Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 novembre 2025 portant sur la prévention des pollutions accidentelles des eaux superficielles suite à l'accident du 25 août 2025**

Même si des actions de formation du personnel sont à poursuivre pour permettre une application stricte de la consigne de confinement des eaux pluviales en cas d'incendie, il peut être considéré que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives lui permettant de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016. L'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de lever la mise en demeure du 17/11/2025.

#### **Disponibilité des moyens en eau destinés à l'extinction incendie**

Le site dispose bien des moyens en eau prescrits par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016, notamment 9 poteaux incendie permettant de délivrer un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h. Toutefois, l'exploitant n'a jamais calculé le besoin en eau pour éteindre l'incendie du scénario majorant sur son site et, compte-tenu de la taille des bâtiments, il est très probable que l'utilisation simultanée de plusieurs poteaux incendie soit nécessaire pour l'extinction d'un incendie sur le site. L'exploitant définira donc sous 1 mois son besoin en eau et, le cas échéant, établira un plan d'actions assorti d'un échéancier permettant de mettre à disposition sur son site le volume nécessaire à l'extinction de l'incendie du scénario majorant.

Par ailleurs, l'émulseur présent sur le site contient des composés per- et polyfluoroalkylés (PFAS). L'exploitant a déjà commandé un émulseur de substitution ne contenant pas de fluor. Il justifiera sous 1 mois qu'il a reçu le nouvel émulseur non fluoré et qu'il a éliminé l'ancien émulseur dans une filière adaptée et dûment autorisée. Il justifiera dans le même délai que l'installation permet bien de projeter de la mousse à l'intérieur de la rétention (test en conditions réelles) et que ce dispositif est adapté pour l'extinction d'un feu à l'intérieur de la cuvette de rétention du stockage de gazole.

#### **Instruction des dossiers de porter à connaissance**

L'exploitant doit apporter des compléments pour permettre d'acter les modifications via un arrêté préfectoral complémentaire suite à la construction des deux nouvelles installations et pour justifier que la construction de l'IPER à proximité des limites de propriété est bien compatible avec l'activité voisine de transports de voyageurs sur la ligne TER Paris-Rouen.

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 7.6.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 9 poteaux d'incendie alimenté par le réseau public ou par le pompage en Seine d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, et d'une bouche incendie.[...] Ces dispositifs sont dûment repérés et accessibles en permanence ;</li> <li>• d'un système d'extinction à mousse pour la cuvette de rétention des bacs de stockage de gazole. La nature et la quantité des émulseurs sont adaptés aux risques. L'exploitant s'assure à chaque fois que le nécessaire, du maintien des bonnes caractéristiques des émulseurs ;</li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Pour le bâtiment principal (29 000 m<sup>2</sup>) a minima tous les 100 m est installé de façon judicieuse un extincteur sur roues de 50 kg approprié aux risques. Les extincteurs sont dûment</li> </ul>

accessibles. Des points centraux peuvent être judicieusement choisis où sont regroupés les alarmes, les moyens d'alerte et les extincteurs de 50 kg sur roues.

[...]

## **Constats :**

### **Poteaux incendie**

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose bien de 9 poteaux incendie répartis sur son site. Ces derniers sont tous alimentés par le réseau d'eau public.

Les prescriptions techniques de l'arrêté du 05/12/2016 encadrant l'activité du site ne précisent pas si plusieurs poteaux incendie doivent être utilisés simultanément pour pouvoir lutter efficacement contre un incendie. L'exploitant a indiqué à l'inspection lors de la visite qu'il n'a jamais défini le scénario d'incendie majorant sur son site ni calculé le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un tel incendie. Compte-tenu de la très grande superficie des bâtiments (notamment le bâtiment principal de 29 000 m<sup>2</sup>), il est très probable que le fonctionnement simultané d'au moins deux poteaux incendie soit nécessaire pour éteindre un incendie, notamment dans le cas du scénario majorant. L'exploitant a indiqué pendant la visite qu'il a testé le fonctionnement simultané de 2 poteaux incendie sur les poteaux incendie situés à proximité du futur IPER. Les poteaux testés n'étaient pas en capacité de fournir un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h en fonctionnement simultané 2 par 2.

Suite à la visite, l'exploitant a informé l'inspection par courriel du 17/04/2026 qu'une visite du SDIS76 était prévue le 24/04/2026 sur le site pour l'aider à évaluer le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie (notamment dans le cas du scénario majorant) et à définir la stratégie à adopter pour mettre en conformité son réseau de poteaux incendie.

### **Système d'extinction à mousse**

L'inspection a constaté la présence du canon à eau et de 400 litres d'émulseur sur le site. Le canon à eau et son émulseur sont positionnés à proximité du stockage de gazole. L'exploitant a présenté des photos d'un test récent (sans émulseur) permettant d'attester qu'il est possible d'atteindre la cuvette de rétention de l'installation de stockage à partir du point de stockage choisi en branchant le canon sur le poteau incendie n°7 (et non le poteau n°4 initialement pressenti qui est à proximité immédiate du stockage de gazole et donc dans les zones de flux thermique en cas d'incendie). Le canon à mousse fonctionne avec la pression du poteau incendie et ne nécessite pas d'alimentation en énergie. Une canne est plongée dans l'émulseur. Un système doseur permet de choisir le pourcentage d'émulseur dans le mélange final (0, 3 ou 6%). L'exploitant a indiqué que l'émulseur n'avait jamais été utilisé, et que par conséquent, aucun test du système de production de mousse n'avait été réalisé.

La fiche de données de sécurité de l'émulseur présent sur le site indique que celui-ci contient des substances per ou polyfluoroalkylées (PFAS). L'exploitant a passé commande avant la visite d'un émulseur de substitution non fluoré ECOPOL (application 3% pour les feux d'hydrocarbures). La livraison du nouvel émulseur est programmée en mai. L'exploitant s'est engagé lors de la visite puis par courriel du 17/04/2026 à éliminer l'émulseur contenant des PFAS dans une filière adaptée et dûment autorisée (incinération à haute température selon les indications de la Fiche de Données de Sécurité).

### **Extincteurs**

L'inspection a constaté la présence des extincteurs sur roues dans le Hall C du bâtiment principal. L'ensemble des extincteurs contrôlés par sondage au cours de la visite ont bien été vérifiés depuis moins de 12 mois.

**Conclusion :**

Bien que les moyens prescrits par l'arrêté préfectoral du site étaient bien présents et que les données consultées indiquaient qu'ils étaient entretenus et en bon état de fonctionnement, il n'est pas possible à ce stade de conclure quant à l'adéquation des moyens disponibles avec les besoins réels d'extinction incendie dans le cas d'un scénario majorant.

L'exploitant ayant déjà engagé des actions correctives au moment de la visite, l'inspection n'envisage pas de suites à ce stade.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 : L'exploitant définira sous 1 mois le volume d'eau nécessaire à l'extinction du scénario majorant d'incendie sur son site et proposera à l'inspection un plan d'actions avec un échéancier pour mettre en conformité son site vis à vis de ce besoin.

Demande n°2 : L'exploitant justifiera sous 1 mois qu'il a reçu le nouvel émulseur non fluoré et qu'il a éliminé l'ancien émulseur dans une filière adaptée et dûment autorisée. Il justifiera dans le même délai que l'installation permet bien de projeter de la mousse à l'intérieur de la rétention (test en conditions réelles) et que ce dispositif est adapté pour l'extinction d'un feu à l'intérieur de la cuvette de rétention du stockage de gazole. Un essai peut éventuellement être organisé avec les services de secours pour valider le bon fonctionnement de cette installation de production de mousse. Il justifiera également que les matériaux de la canne plongée dans l'émulseur ainsi que ceux du dispositif de dosage de l'émulseur sont compatibles avec le nouvel émulseur. Il définira les conditions de rinçage de l'installation après utilisation ainsi qu'un plan de maintenance pour garantir son bon fonctionnement dans le temps. Enfin il vérifiera que les conditions de stockages choisies sont compatibles avec les recommandations du fournisseur et s'assurera du maintien dans le temps des propriétés de l'émulseur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Plan des moyens incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre un incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées :
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;

...

- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté au poste de garde les plans des locaux, des dangers et des moyens d'extinction destinés à faciliter l'intervention des secours. Il sont rassemblés dans un classeur mais les informations importantes sont présentées sur plusieurs plans différents. L'exploitant pourrait utilement rassembler les informations les plus utiles pour les secours sous le format d'une unique fiche de type "fiche FIRE" (modèle développé par le SDIS76). L'inspection a transmis à l'exploitant un modèle de fiche à cet effet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 9 poteaux incendie ont été vérifiés le 23/07/2025. Le rapport de vérification indique qu'ils sont tous en mesure de fournir un débit unitaire supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h (matériel conforme). L'inspection n'a pas constaté lors de la visite de poteau incendie inaccessible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié que les poteaux incendie et les extincteurs ont bien été vérifiés depuis moins d'un an. L'inspection n'a pas constaté sur le site d'extincteur en mauvais état (vérification par sondage).</p> <p>Concernant le canon à mousse, l'exploitant n'avait jamais réalisé de test de fonctionnement de la production de mousse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Comme déjà demandé au constat n°1, l'exploitant mettra en œuvre sous 1 mois un plan de test et de maintenance pour l'installation de production de mousse pour la cuvette de rétention des bacs de stockage de gazole (demande n°2).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux superficielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux superficielles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SNCF VOYAGEURS, exploitant une installation 1 rue de Paris à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 <b>dans un délai de 3 mois</b>.</p> <p>Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• place la zone de déchargement sur rétention. Le volume de rétention doit être adapté au volume susceptible d'être stocké dans cette zone pour recueillir au moins 50% de la somme des volumes de produits stockés ;</li> <li>• met à disposition des plaques/tapis permettant d'obturer les regards d'eaux pluviales dans ses kits antipollution ;</li> <li>• rédige une consigne permettant de prévenir, même en cas d'accident, le déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel ;</li> <li>• forme son personnel sur cette consigne et revoit son organisation pour permettre sa bonne application en tout temps (y compris en l'absence des agents de maintenance sur le site) ;</li> <li>• met en œuvre un affichage pour signaler les vannes et met à disposition les bons outils pour les manœuvrer ;</li> <li>• met en œuvre un programme de maintenance des vannes guillotines pour garantir leur efficacité, avec enregistrement des interventions sur un registre dédié.</li> </ul>

**Constats :****Rétention :**

L'inspection a constaté la présence de 4 bacs de rétention d'environ 1 m<sup>3</sup> sur la zone de déchargement. Ces bacs sont destinés à accueillir les récipients mobiles lors de la livraison. L'exploitant a également rédigé une note de service le 03/09/2025 à destination du personnel concerné par la réception, la manutention et le stockage de produits liquides qui interdit le stockage des récipients mobiles hors rétention et précise que le bac de rétention doit avoir une capacité supérieure ou égale à celle du récipient mobile. Lors de la visite, aucun produit liquide n'était présent en zone de déchargement.

**Kits antipollution :**

L'exploitant a mis à disposition dans ses "kits antipollution" des tapis permettant d'obturer les regards d'eaux pluviales en complément du matériel absorbant déjà présent. Les kits sont stockés dans des armoires plombées ce qui permet d'identifier rapidement s'ils ont été utilisés. L'inspection a contrôlé le kit présent à proximité du parc de stockage de gazole. Celui-ci était complet. Un kit était en cours d'utilisation dans une fosse du bâtiment central en raison d'une fuite sous une rame de train. L'exploitant a indiqué qu'une équipe environnement était en charge de compléter le kit suite à une utilisation. L'affichage sur le kit mentionne la nécessité de contacter cette équipe en cas d'utilisation.

**Consigne en cas de déversement et formation du personnel**

L'exploitant a rédigé une note de service le 04/09/2025 pour tous les agents en attente de la mise à jour du document TRQM RO RA11012- situation d'urgence et TRQM RO RH11211-organisation générale lors d'un incendie. Cette note de service ajoute la consigne de confinement des eaux pluviales sur le site dans les logigrammes décrivant la conduite à tenir en cas de déversement accidentel et en cas d'incendie. L'exploitant a également adressé une note au personnel de maintenance pour décrire le mode opératoire de fermeture des vannes.

Par ailleurs, l'exploitant a organisé des exercices dans le cadre desquels il était attendu une mise en œuvre de ces consignes. Le 03/12/2025, lors d'un exercice de déversement d'un liquide dans les eaux pluviales, le confinement du réseau a été réalisé en 15 min. Lors des exercices incendie des 09/12/2025 et 26 février 2026 (dans des bâtiments différents) le confinement des eaux pluviales n'a pas été réalisé. Suite à ces exercices, des messages environnement ont été affichés pour rappeler aux agents quand et comment confiner le réseau des eaux pluviales sur le site.

**Affichage des vannes de confinement :**

L'inspection a constaté lors de la visite la présence d'un affichage adapté et des clefs destinées à actionner les vannes à proximité immédiate des 3 vannes de confinement. Une vanne de confinement a été actionnée par le service de maintenance en moins de 10 min après l'appel signalant le besoin de confinement.

**Maintenance des vannes :**

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de vérification de l'étanchéité des vannes de sectionnement du réseau des eaux pluviales en date du 25 février 2026 ainsi que la gamme de maintenance annuelle qui a été renseignée dans le système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO). Une vérification du fonctionnement de la vanne est prévue annuellement sur chaque séparateur d'hydrocarbures.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Même si des actions de formation du personnel sont à poursuivre pour permettre une application stricte de la consigne de confinement des eaux pluviales en cas d'incendie, il peut être considéré que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives lui permettant de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016. L'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de lever la mise en demeure du 17/11/2025.</p> <p><u>Demande n°3 :</u> L'exploitant mènera <b>sous 2 mois</b> de nouvelles actions de formation et organisera au moins 2 exercices incendie avant la fin de l'année 2026 permettant de constater la bonne application de la consigne de confinement du réseau d'eaux pluviales en cas d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Mise à jour du plan des réseaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, plan des réseaux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan des réseaux d'eaux pluviales qui fait apparaître les modifications apportées en 2019 lors de l'ajout des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Ce plan destiné à la réalisation des travaux est peu lisible. Il ne fait pas clairement apparaître le sens d'écoulement des eaux pluviales, notamment au niveau des séparateurs d'hydrocarbures et</p>

ne permet pas de comprendre quels sont les secteurs collectés par chacun des séparateurs d'hydrocarbures. En l'absence de ces données, il n'est pas possible d'attester que l'ensemble du site est bien mis sous rétention lorsque les 3 séparateurs d'hydrocarbures sont obturés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°4 : L'inspection renouvelle donc sa demande. L'exploitant transmettra <b>sous 1 mois</b> un plan des réseaux d'eaux à jour et présentant <b>lisiblement</b> (plan simplifié si besoin) les sens d'écoulement, les secteurs collectés ainsi que tous les éléments prescrits par l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral du 05/12/2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Etanchéité de l'aire de chargement/déchargement de liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déversement accidentel
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. [...] C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site. [...] E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
<b>Constats :</b>  Une zone de stationnement des véhicules de livraison de gazole est aménagée à proximité du parc de stockage et est imperméabilisée. Toutefois l'inspection a constaté que l'aire de dépotage de gazole n'est pas étanche et ne bénéficie pas d'une rétention. En cas d'écoulement accidentel au niveau des raccords destinés au dépotage ou au soutirage du gazole ou de fuite au niveau du flexible entre ces raccords et le véhicule de livraison, les écoulements ne pourraient pas être confinés sur une surface étanche ni dans une rétention. Un regard d'eaux pluviales est également présent dans l'aire de dépotage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°5 : <b>Sous 2 mois</b> , l'exploitant rendra étanche la zone de dépotage/soutirage et la zone parcourue par les flexibles entre les raccords et les véhicules de livraison et équipera ces zones de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels de gazole.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/08/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant avait transmis à l'inspection des photos du local Coolelf, de ses abords et de la rétention de la cuve fixe de CoolElf après nettoyage. Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces endroits étaient plus propres que lors de la précédente visite. Toutefois, une petite quantité de Coolelf était de nouveau présente à l'intérieur du local et quelques mégots étaient encore présents au fond de la rétention, malgré l'affichage de l'interdiction de fumer à proximité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°6 : L'exploitant vérifiera <u>sous 15 jours</u> son installation de transport de Coolelf en vue d'identifier la source du léger déversement de Coolelf sur le sol du bâtiment. En cas de fuite, il mettra en œuvre une rétention permettant de recueillir les écoulements et réparera celle-ci dans un délai approprié. Il définira les actions préventives permettant de détecter rapidement une fuite sur ce réseau.</p> <p>Par ailleurs, il ramassera rapidement l'ensemble des mégots présents dans la rétention et fera respecter à l'avenir la consigne "interdiction de fumer" à proximité de la cuve de Coolelf.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de</p>

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT "PEINTURE POLYESTER"**

Description du projet :

L'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance en date du 17 octobre 2024 notifiant la construction, sur une zone déjà imperméabilisée du site située à proximité de la station d'épuration interne, d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir l'ensemble des activités de lavage, de préparation des pièces, de peinture et d'assemblage de la ligne polyester qui sont actuellement dispersées sur l'ensemble du site. Ce projet permettra d'optimiser les flux sur le site.

Ce bâtiment abritera 3 cabines de peinture (1 grande cabine de 46,6 m<sup>2</sup> et 2 petites cabines de respectivement 27,3 m<sup>2</sup> et 27,7 m<sup>2</sup>) qui remplaceront les cabines présentes actuellement dans le bâtiment 210 (bâtiment principal, hall A, B et D). La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre sur le site restera supérieure à 10 kg/j et inférieure à 100 kg/j ce qui n'impactera pas le classement du site à la rubrique 2940 2b (application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.) sous le régime de la déclaration.

Le bâtiment d'une surface de 497 m<sup>2</sup> (35.2 x 11.16 m) et de 9.05 m de hauteur sera construit en ossature métallique habillé de bardage et couverture double peau isolée.

L'inspection a constaté pendant la visite que la zone de déchets qui était située à cet endroit avait été déplacée au niveau de la zone 21 et que les travaux de préparation des fondations et des réseaux avaient commencé.

Impacts du projet :

- Sur l'eau : le projet prévoit l'utilisation pour le process (notamment l'opération de nettoyage dans la cabine de lavage et avant la pose de vitres) de l'eau traitée par la STEP (recyclage) et de l'eau pluviale pour les sanitaires. Les eaux pluviales de toiture seront infiltrées à la parcelle dans un bassin d'infiltration de 74.4 m<sup>3</sup> situé à proximité immédiate. Le débit de fuite sera de 3L/s/Ha et il sera vidangé en moins de 24h en Seine. Les eaux usées industrielles seront traitées par la STEP interne au site. Les eaux usées domestiques rejoindront le réseau métropolitain ;
- Sur l'air : l'exploitant prévoit 5 points de rejets en toiture munies d'un dispositif de traitement : un pour l'extraction de l'air de la salle de lavage, un pour l'extraction de l'air de la salle de préparation des pièces (qui accueille notamment le ponçage) et un pour chaque cabine de peinture, Les nouveaux points de rejet devront être réglementés par un arrêté préfectoral complémentaire. Toutefois l'exploitant n'a pas précisé quels sont les points de rejet existants qui seront supprimés et quels sont les polluants susceptibles d'être émis par chacun des nouveaux points de rejet. Les rejets atmosphériques diffus sont considérés comme équivalents, la nature et le volume d'activité étant inchangés ;
- sur l'énergie : les nouveaux équipements seront moins consommateurs d'énergie que les installations existantes ;
- sur le trafic : le trafic sera réduit à l'intérieur du site (regroupement d'activités) ;
- sur le bruit: Les habitations les plus proches se situent à 100 m à l'ouest du projet, de

l'autre côté de la départementale D 18. Les activités exercées sont peu bruyantes à l'exception du ponçage qui sera réalisé au niveau de la zone de préparation des pièces, portes fermées. L'exploitant s'est engagé à faire réaliser une mesure de bruit dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'installation et à prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire les nuisances sonores pendant les travaux.

#### Prévention des risques :

Les peintures, vernis et enduits utilisées seront identiques aux produits utilisés actuellement : base aqueuse, non inflammables et non explosifs. Le vernis utilisé porte la mention de danger H412 (nocif pour les organismes aquatiques). L'exploitant indique que ce produit sera stocké sur rétention. Un local dédié au stockage des produits chimiques (enduits, vernis et peintures) permettra le stockage d'une quantité correspondant à environ une semaine de production.

Le bâtiment n'est pas localisé en zone inondable selon le PPRI en vigueur. Il sera desservi par une voie engin.

Le bâtiment sera équipé d'extincteurs, d'une détection incendie, d'un système de désenfumage et sera muni de 2 parafoudres. Plusieurs poteaux incendie sont localisés à proximité du futur bâtiment (notamment les poteaux 1, 8 et 9). Le bâtiment sera placé sur rétention et sera doté de kits antipollution.

L'exploitant a examiné la conformité de son bâtiment à l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2940. Les dispositions constructives de l'article 2.4 seront respectées. Le poste TGBT est placé dans un local coupe-feu 2h.

#### Conclusion de l'instruction du dossier de porter à connaissance :

Le classement ICPE et IOTA du site est inchangé. L'exploitant s'est engagé à respecter les dispositions de l'arrêté du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2940.

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique au titre du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement et ne relève pas d'un examen au cas par cas. Il n'est pas de nature à entraîner une modification significative des dangers et inconvénients présentés par le site pour les intérêts protégés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Par conséquent, les modifications apportées au site sont jugées notables (non substantielles) et ne nécessitent pas une nouvelle consultation du public.

L'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime, d'acter à l'occasion de la prochaine révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation les modifications suivantes :

- présence du nouveau bâtiment "polyester" ;
- déplacement des cabines de peinture ;
- modification de l'emplacement de la zone de stockage de déchets ;
- modification des points de rejets à l'atmosphère (caractéristiques des 5 nouvelles cheminées, suppression des points de rejets abandonnés).

Toutefois, l'exploitant doit apporter des précisions pour permettre la rédaction des prescriptions techniques applicables à ce nouveau projet, notamment caractéristiques des rejets à l'atmosphère.

## **CONSTRUCTION DE L'IPER (Installation Polyvalente Essai Rame)**

### Description du projet :

Le projet consiste à créer, à la place de voies ferroviaires existantes sur le site (surface déjà artificialisée), une installation d'environ 1 230 m<sup>2</sup> (135 m x 9,1 m) et d'une hauteur de 10 m munie d'une ossature et de bardage métallique. La toiture bac acier sera végétalisée sur 70% de la surface et munie de lanterneaux d'éclairage et de désenfumage. Les fondations en béton accueilleront une fosse baignoire. Cette installation est destinée à accueillir les activités suivantes :

- démarrage du moteur thermique -gazole, 500 L par réservoir ;
- essais électriques de la rame (72 V, 25 kV alternatif ou 1500 V continu) ;
- réglage des suspensions et des portes ;
- préparation au bouclage de la rame ;
- calage des bogies ;
- essais frein statique.

Cette installation fonctionnera 210 jours par an en 2 x 8h. Le temps moyen de passage de la rame dans cet IPER sera de 12 jours.

### Impacts du projet :

- sur le bruit : l'exploitant s'est engagé à réaliser une étude de bruit après la mise en service du bâtiment pour s'assurer de la conformité des installations et à mettre en œuvre des actions en cas de non-conformité constatée ;

- sur la qualité de l'air : l'installation sera munie de 2 systèmes d'aspiration des fumées d'un débit de 5000 m<sup>3</sup>/h. Les activités qui seront exercées dans cette installation sont déjà exercées sur le site actuellement. L'impact sur l'air est donc jugé négligeable ;

- les impacts sur les différents types d'eaux (industrielles et pluviales notamment) ne sont pas bien décrits.

### Prévention des risques :

L'IPER disposera d'une installation de désenfumage composée d'exutoires de fumées en toiture à hauteur de 2 % de la surface des locaux et d'un système de détection incendie avec détecteurs linéaires, diffuseurs sonores et déclencheurs manuels.

L'exploitant a prévu de créer un accès au nouveau bâtiment pour les secours. Le débit requis pour l'extinction d'un incendie sur cette installation est de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2h selon le calcul D9. L'exploitant a prévu de s'appuyer sur les poteaux incendie n°1 et n°9, situés à proximité du nouveau bâtiment pour fournir ce débit.

L'exploitant n'aborde pas dans son dossier de porter à connaissance la protection du bâtiment contre la foudre. L'installation devra toutefois être protégée contre ce risque.

Enfin, le dossier déposé n'aborde pas la compatibilité de cette nouvelle installation construite à proximité des limites de propriété avec l'activité sensible voisine de transport de voyageurs de la ligne TER Paris-Rouen.

### Conclusion de l'instruction :

Cette installation est considérée comme un atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur et constitue donc une extension de l'activité classée sous la rubrique 2930-1a



pour laquelle le site relève déjà du régime de l'enregistrement (surface déjà autorisée de 33 608 m<sup>2</sup>). L'extension ne relève pas en elle même du régime de l'enregistrement (surface inférieure à 5000 m<sup>2</sup>). Cette extension n'est donc pas soumise à évaluation environnementale systématique ou à examen au cas par cas au titre du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement. Toutefois, l'exploitant n'ayant pas démontré la compatibilité de son projet avec l'activité sensible voisine de transport de voyageurs de la ligne TER Paris-Rouen, il n'est à ce stade pas possible de conclure quant à l'absence de modification des dangers et inconvénients induits par ce projet et par conséquent, il n'est pas possible de conclure quant au caractère notable ou substantiel des modifications apportées aux conditions d'exploitation du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°7 :**

Concernant la construction du bâtiment "PEINTURE POLYESTER", l'exploitant précisera **sous 15 jours** :

- les dispositions prises pour s'assurer que le bassin d'infiltration n'est pas positionné au droit d'un sol pollué ;
- les points de rejet dans l'air actuellement utilisés et qui seront supprimés suite à la réalisation du projet ;
- la nature des polluants susceptibles d'être émis par chacun des nouveaux émissaires du bâtiment en projet ;
- les modalités de démantèlement des anciennes installations ;
- si le nouveau bâtiment présentera des zones ATEX.

Concernant la construction de l'IPER, l'exploitant décrira **sous 15 jours** :

- l'impact sur les eaux (consommation, eaux industrielles, eaux pluviales) ;
- les dangers présentés par la nouvelle installation susceptibles d'avoir un effet en dehors des limites de propriété du site, notamment sur la ligne de transport de voyageurs adjacente au site (le cas échéant, étude des flux thermiques en cas d'incendie, étude du risque d'explosion et des éventuelles zones d'effets, étude du risque d'effet domino, étude du mode de ruine de l'installation...);
- les dispositions prises pour s'assurer que sa nouvelle installation est compatible avec la présence de la ligne TER Paris-Rouen en limite de propriété (notamment distance suffisante, éventuelle convention pour arrêter le transport de voyageurs en cas d'accident sur le site...).

Par ailleurs, pour les deux projets, l'exploitant décrira sous **15 jours** les dispositions prises pour s'assurer que les travaux réalisés ou à réaliser sur les sols ne sont/seront pas à l'origine d'une mobilisation de polluants, les sols d'un site industriel aussi ancien étant susceptibles d'être pollués.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours